

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 11 juin 1997, d'une demande d'avis sur un projet de loi "transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données", a donné le 5 novembre 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 juni 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken", heeft op 5 november 1997 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

Il est suggéré de reproduire, dans l'exposé des motifs, un tableau de concordance entre les dispositions de la directive 96/9/CE concernant la protection juridique des bases de données et les dispositions du projet de loi de transposition.

Observation générale

Les auteurs du projet ont adopté une méthode distributive afin de transposer la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données. Les dispositions relatives au droit "sui generis" visé au chapitre III de cette directive font l'objet d'un projet de loi autonome tandis que les dispositions relatives au droit d'auteur proprement dit seront intégrées dans la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins (voir l'exposé des motifs, p. 2).

Dans un souci de cohérence juridique, les auteurs se sont efforcés de reproduire la terminologie de la loi du 30 juin 1994, non seulement pour les dispositions insérées dans cette loi, mais également pour les dispositions de la loi autonome (voir l'exposé des motifs, notamment pp. 14-15).

Il apparaît que ce souci de cohérence n'est pas toujours effectivement réalisé. Ainsi, sans nullement viser à l'exhaustivité, on peut citer l'article 7, 2^o, du projet

.../...

de loi autonome qui permet la reproduction sans autorisation dans un but "didactique". L'exposé des motifs précise que "le but didactique vise l'illustration de l'enseignement et la recherche scientifique non commerciales". La terminologie est différente à l'article 21 de la loi du 30 juin 1994, qui permet la reproduction "dans un but de critique, de polémique ou d'enseignement ou dans des travaux scientifiques". De même, le projet examiné recourt à la notion de "légitimité" (voir les articles 7 et 19) alors que la loi du 30 juin 1994 recourt à celle de "licéité" (voir par exemple les articles 21 et 22). Enfin, le projet utilise les termes "base de données" (voir notamment les articles 2 et 4), alors que la législation en vigueur utilise généralement les mots "banque de données" (voir notamment la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une banque-carrefour de la sécurité sociale et l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public).

Il convient de rappeler que, conformément aux principes usuels d'interprétation, les interprètes de la loi auront tendance à distinguer des notions qui sont visées par des termes différents. Dans un souci de sécurité juridique, il importe de s'assurer que, lorsque le projet utilise une terminologie différente, il ne vise pas des hypothèses identiques.

.../...

Examen du projet

Article 1er

En ce qu'ils règlent la compétence du président du tribunal de première instance et celle du tribunal de première instance, les articles 16, 25 et 27 du projet doivent être adoptés selon la procédure visée à l'article 77 de la Constitution. Il convient d'adapter le projet en conséquence.

Article 2

Le texte néerlandais des 2^o et 3^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4

Dans le commentaire consacré à l'alinéa 3, l'exposé des motifs précise que le principe de l'épuisement communautaire du droit d'autoriser la revente ne concerne que la vente d'exemplaires matériels de bases de données et non le "cas de transmission en ligne", cela étant par ailleurs prévu par la directive 96/9/CE (considérant 43). Il y a lieu d'indiquer cette précision dans le texte même du projet.

.../...

Article 6

A l'alinéa 3, il est superflu de répéter le membre de phrase "notamment toute modification substantielle".

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Interrogé quant à la portée de l'alinéa 2, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

"L'alinéa 2 de l'article 8 s'applique aux cas dans lesquels une base de données fait l'objet d'un accès différencié. Certains utilisateurs ont accès à certaines parties du contenu de la base de données. D'autres utilisateurs ont accès à d'autres parties du contenu. Il peut s'agir par exemple de bases de données contenant notamment des informations visées par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ou bien de bases de données dont l'accès est différencié en fonction du prix payé par l'utilisateur.

L'article 8, alinéa 2, du projet de loi précise que dans ce cas, le droit impératif de l'utilisateur légitime d'extraire et de réutiliser des parties non substantielles ne s'applique qu'à la partie du contenu de la base de données à laquelle l'utilisateur a accès."

.../...

Article 12

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de remplacer, à l'alinéa 2, le mot "exemplaires" par le mot "copies", mot qui est utilisé dans les autres dispositions du projet.

En outre, le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16

Il serait préférable d'insérer cette disposition dans le chapitre III du présent projet visant à modifier le Code judiciaire.

Article 17

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 18

Le liminaire doit être rédigé comme suit :

.../...

"Art. Une section 4bis, rédigée comme suit, est insérée dans le chapitre II de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins".

Article 19

Cette disposition insère, dans l'article 21 de la loi du 30 juin 1994, un alinéa 4 dont le caractère impératif est précisé. Le fonctionnaire délégué a indiqué à ce sujet :

"Le caractère à tout le moins impératif de cette disposition est prévu par l'article 15 de la directive européenne.

Il convient cependant de préciser que l'indication expresse du caractère impératif de la disposition insérée à l'article 21 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ne préjuge pas le caractère supplétif, impératif ou d'ordre public d'autres dispositions de la loi précitée du 30 juin 1994."

Il serait indiqué de faire figurer cette précision dans l'exposé des motifs.

Le texte néerlandais de la première phrase de l'alinéa en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au surplus, la dernière phrase de l'alinéa en projet doit être rédigée comme suit :

.../...

"La disposition contenue dans le présent alinéa est impérative.".

Article 20

La modification proposée de l'article 22, § 2, de la loi du 30 juin 1994 trouverait mieux sa place si elle prenait la forme d'un paragraphe 3 de la disposition précitée.

Article 22

La question se pose de savoir si le texte qu'il est proposé d'ajouter à l'article 59, alinéa 1er, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ne crée pas une discrimination entre, d'une part, les auteurs et les éditeurs d'oeuvres en général et, d'autre part, les auteurs et les éditeurs de bases de données. Les premiers ont droit à une rémunération en cas de reproduction de leurs oeuvres, y compris dans les conditions fixées à l'article 22, alinéa 1er, 4°, alors que les seconds n'auront droit à une rémunération qu'en cas de reproduction de leurs oeuvres dans les conditions fixées à l'article 22, alinéa 1er, 4°bis. Le fondement juridique du droit à rémunération des premiers semble donc avoir un champ d'application plus large que celui des seconds.

Plutôt que de compléter l'alinéa 1er de l'article 59 de la loi précitée du 30 juin 1994, mieux vaut, de l'accord du fonctionnaire délégué, écrire :

.../...

"Art. ... L'article 59, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Les auteurs et les éditeurs ont droit à une rémunération en raison de la reproduction respectivement de leurs oeuvres et de leurs prestations dans les conditions fixées à l'article 22, § 1er, alinéa 1er, 4º et 4ºbis."".

Article 25

Il convient de rédiger le liminaire comme suit :

"Art. ... L'article 569, 7º, du Code judiciaire, inséré par la loi du 3 août 1992, est remplacé par le texte suivant : ...".

Observations finales de légistique

1. De manière générale, il y a lieu de supprimer, dans diverses dispositions du texte en projet, les termes "de la présente loi".

2. A l'article 5, il convient d'écrire : "Le droit visé à l'article 4 ...".

3. A l'article 6, alinéa 4, il y a lieu de remplacer les mots "l'alinéa précédent" par "l'alinéa 3".

.../...

4. Aux articles 20, 21 et 24, il convient de supprimer les subdivisions "A) et B)" et d'écrire "1º et 2º".

5. Dans le liminaire de l'article 21, il convient d'omettre les mots "tel que modifié par la loi du 3 avril 1995".

6. A l'article 24 en projet, complétant l'article 88, § 3, de la loi du 30 juin 1994, il y a lieu de supprimer les mots "... 22, § 2, 2ème phrase" et d'écrire "22, § 2, alinéa 2".

Voorafgaande opmerking

Er wordt voorgesteld in de memorie van toelichting een concordantietabel op te nemen met, tegenover de bepalingen van richtlijn 96/9/EG betreffende de rechtsbescherming van databanken, de overeenkomstige artikelen van het wetsontwerp houdende omzetting van die richtlijn.

Algemene opmerking

De stellers van het ontwerp hebben een distributieve methode gebruikt om richtlijn 96/9/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken om te zetten. De bepalingen betreffende het recht "sui generis", dat aan de orde is in hoofdstuk III van die richtlijn, maken deel uit van een ontwerp van autonome wet, terwijl de bepalingen betreffende het auteursrecht zelf, zullen worden opgenomen in de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten (zie de memorie van toelichting, blz. 2).

In een streven naar juridische samenhang hebben de stellers van het ontwerp getracht de terminologie van de wet van 30 juni 1994 over te nemen, zowel voor de bepalingen die in die wet worden ingevoegd als voor de bepalingen van de autonome wet (zie de memorie van toelichting, inzonderheid de blz. 14-15).

Blijkbaar is dat streven naar samenhang niet steeds werkelijkheid geworden. Zo kan men, zonder volledig te willen zijn, verwijzen naar artikel 7, 2°, van het ontwerp van autonome wet, waarbij het reproduceren zonder toe-
.../...

stemming mogelijk wordt gemaakt voor "didactisch" gebruik. In de memorie van toelichting wordt aangegeven dat "de term 'didactisch gebruik' de illustratie van onderwijs en niet-commercieel wetenschappelijk onderzoek betreft". In artikel 21 van de wet van 30 juni 1994 wordt een andere terminologie gebruikt, aangezien daarbij het reproduceren wordt toegestaan "ten behoeve van kritiek, polemieken of onderwijs, of in het kader van wetenschappelijke werkzaamheden". Zo ook wordt in het onderzochte ontwerp het begrip "rechtmatig" gehanteerd (zie de artikelen 7 en 19), terwijl in de wet van 30 juni 1994 met het begrip "geoorloofd" wordt gewerkt (zie bijvoorbeeld de artikelen 21 en 22). Ten slotte wordt in het ontwerp gebruik gemaakt van de term "databank" (zie inzonderheid de artikelen 2 en 4), terwijl de wetgeving die van kracht is doorgaans met de term "gegevensbank" (banque de données) werkt (zie inzonderheid de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een kruispuntbank van de sociale zekerheid en het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 tot oprichting van een databank betreffende de personeelsleden van de overheidssector (Franse tekst)).

Er behoort te worden opgemerkt dat de personen die de wet uitleggen overeenkomstig de gebruikelijke uitleggingsbeginselen de neiging zullen hebben een onderscheid te maken tussen begrippen die met verschillende termen worden weergegeven. Met het oog op de rechtszekerheid dient men zich ervan te vergewissen dat niet naar identieke gevallen wordt verwezen wanneer in het ontwerp verschillende termen worden gebruikt.

.../...

Onderzoek van het ontwerp

Artikel 1

Doordat de artikelen 16, 25 en 27 van het ontwerp de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg en de bevoegdheid van die rechtbank regelen, moeten ze worden aangenomen volgens de procedure waarin artikel 77 van de Grondwet voorziet. Het ontwerp behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 2

In de onderdelen 2^o en 3^o vervange men het woord "substantieel" door het woord "wezenlijk". Ook in de overige artikelen van het ontwerp dient het woord "substantieel/substantiële" te worden vervangen door het woord "wezenlijk/wezenlijke".

Artikel 4

In de commentaar die in de memorie van toelichting aan het derde lid wordt gewijd, wordt aangegeven dat het beginsel dat de verkoop in de Europese Gemeenschap van een kopie van een databank door de rechthebbende of met diens toestemming leidt tot uitputting van het recht om op de doorverkoop van die kopie in de Gemeenschap controle uit te oefenen alleen geldt bij verkoop van materiële exemplaren van databanken en niet "bij online-transmissie", terwijl

.../...

richtlijn 96/9/EG (considerans 43) zulks overigens voorschrijft. Deze precisering behoort in de tekst zelf van het ontwerp te worden gegeven.

Artikel 6

In het derde lid behoort het overbodige zinsdeel "met name elke substantiële wijziging" te vervallen. Voorts behoort het woord "ingevolge" vervangen te worden door de woorden "ten gevolge van".

Artikel 8

1. In het eerste lid dient het woord "Ingeval" te worden vervangen door het woord "Wanneer".

2. Op vragen betreffende de draagwijdte van het tweede lid, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"L'alinéa 2 de l'article 8 s'applique aux cas dans lesquels une base de données fait l'objet d'un accès différencié. Certains utilisateurs ont accès à certaines parties du contenu de la base de données. D'autres utilisateurs ont accès à d'autres parties du contenu. Il peut s'agir par exemple de bases de données contenant notamment des informations visées par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ou bien de bases de données dont l'accès est différencié en fonction du prix payé par l'utilisateur.

.../...

L'article 8, alinéa 2, du projet de loi précise que dans ce cas, le droit impératif de l'utilisateur légitime d'extraire et de réutiliser des parties non substantielles ne s'applique qu'à la partie du contenu de la base de données à laquelle l'utilisateur a accès."

Artikel 12

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in het tweede lid het woord "exemplaren" moet worden vervangen door het woord "kopieën", dat in de overige bepalingen van het ontwerp wordt gebruikt.

Voorts zou het correcter zijn de term "misdrijven" te vervangen door de term "strafbare feiten".

Artikel 16

Deze bepaling zou beter worden ondergebracht in hoofdstuk III van het ontwerp, dat bepalingen tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek bevat.

.../...

Artikel 17

In het laatste lid schrijve men :

"voordat deze wet in werking treedt" in plaats van
"voor de inwerkingtreding van deze wet".

Artikel 18

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. ... In hoofdstuk II van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wordt een afdeling 4bis ingevoegd, luidende :".

Artikel 19

Deze bepaling voegt, in artikel 21 van de wet van 30 juni 1994, een vierde lid in waarvan de dwingende aard wordt gepreciseerd. De gemachtigde ambtenaar heeft in dit verband op het volgende gewezen :

"Le caractère à tout le moins impératif de cette disposition est prévu par l'article 15 de la directive européenne.

Il convient cependant de préciser que l'indication expresse du caractère impératif de la disposition insérée à l'article 21 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ne préjuge pas le caractère supplétif, impératif ou d'ordre public d'autres dispositions de la loi précitée du 30 juin 1994."

.../...

Het is geraden deze nadere uitleg op te nemen in de memorie van toelichting.

Aan het einde van de eerste zin van het ontworpen lid schrijve men : "... opdat hij toegang tot het werk krijgt en normaal gebruik ervan kan maken".

Verder moet de laatste zin van het ontworpen lid als volgt luiden :

"De bepaling die vervat is in dit lid is van dwingende aard".

Artikel 20

De voorgestelde wijziging van artikel 22, § 2, van de wet van 30 juni 1994 zou beter worden aangebracht in de vorm van een derde paragraaf, die wordt toegevoegd aan de voormelde bepaling.

Artikel 22

De vraag rijst of de tekst die als aanvulling op artikel 59, eerste lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wordt voorgesteld, geen discriminatie creëert van de auteurs en de uitgevers van werken in het algemeen ten opzichte van de auteurs en de uitgevers van databanken. De eersten hebben recht op een vergoeding in geval van reproductie van hun

.../...

werken, ook wanneer die reproductie plaatsvindt onder de voorwaarden bepaald in artikel 22, § 1, eerste lid, 4º, terwijl de laatstgenoemden alleen recht hebben op een vergoeding in geval van reproductie van hun werken onder de voorwaarden bepaald in artikel 22, eerste lid, 4ºbis. Het recht van de eerstgenoemden op een vergoeding lijkt dus een ruimere juridische basis te hebben dan het recht van de laatstgenoemden.

Veeleer dan het eerste lid van artikel 59 van de voormelde wet van 30 juni 1994 aan te vullen, is het verkieslijk om met de instemming van de gemachtigde ambtenaar het volgende te schrijven :

"Art. ... Artikel 59, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"De auteurs en de uitgevers hebben recht op een vergoeding voor de reproductie van respectievelijk hun werken en hun prestaties onder de voorwaarden bepaald in artikel 22, § 1, eerste lid, 4º en 4ºbis.""

Artikel 25

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. ... Artikel 569, 7º, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door de wet van 3 augustus 1992, wordt vervangen als volgt : ...".

.../...

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische aard

1. Globaal moeten in verscheidene bepalingen van de ontworpen tekst de bewoordingen "van deze wet" geschrapt worden.

2. In artikel 5 moet geschreven worden : "Het in artikel 4 bedoelde recht ...".

3. In artikel 6, vierde lid, moeten de bewoordingen "het vorige lid" worden vervangen door de bewoordingen "het vierde lid".

4. In de artikelen 20, 21 en 24 moeten de onderafdelingen "A) en B)" geschrapt worden en moet "1° en 2°" geschreven worden.

5. In de inleidende zin van artikel 21 moeten de bewoordingen "zoals gewijzigd bij de wet van 3 april 1995" vervallen.

6. In het ontworpen artikel 24, dat artikel 88, § 3, van de wet van 30 juni 1994 aanvult, moeten de bewoordingen "... 22, § 2, tweede zin" geschrapt worden en schrijven men "22, § 2, tweede lid".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. X. DELGRANGE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
Mme F. CARLIER, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. X. DELGRANGE,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door
Mevr. F. CARLIER, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS